

Lutte ouvrière contre « les serviteurs du patronat »

Smic à 1 700 € net, interdiction des licenciements, contrôle ouvrier sur les comptes des entreprises : les candidats Lutte ouvrière renvoient les partis de gouvernement dos à dos.

Entre la droite Sarkozy et la gauche Hollande, Lutte ouvrière refuse de choisir. « Bien sûr, nous avons eu plaisir à voir Sarkozy évincé de la présidence de la République, car il s'est illustré par sa remise en cause systématique des acquis des travailleurs et par sa hargne anti-ouvriers. Mais François Hollande décevra les travailleurs, comme ses prédécesseurs et comme les dirigeants socialistes de Grèce ou d'Espagne », prédit Jean-Yves Payet.

Le candidat LO dans la cinquième circonscription présentait son programme hier à Saint-Benoît, entouré des autres représentants du parti trotskiste aux législatives, Corinne Baïkiom (1ère), Mickaël Hoareau (2°), Serge Latchoumanin (4°) et Didier Lombard (6°).

« Désillusions à venir »

Trop critique avec la gauche de gouvernement, Lutte ouvrière ? « Sous Jospin comme sous Mitterrand, le PS a toujours mené la politique dictée par le patronat. François Hollande a déjà écrit au président de la fédération des entreprises des Dom pour lui dire qu'il ne toucherait pas à la défiscalisation ! Encore un "tribun du peuple" qui n'a jamais travaillé sur un chantier, derrière une caisse enregistreuse ou en 3x8

dans un hôpital... Le dire, ce n'est pas faire le jeu de la droite, c'est armer les travailleurs face aux désillusions à venir ».

Avec son coup de pouce au Smic, la retraite à 60 ans pour les salariés ayant cotisé 41,5 ans et sa revalorisation mesurée de l'allocation de rentrée scolaire, le nouveau gouvernement se contenterait de « mesurètes ».

Lutte ouvrière se propose au contraire d'« inverser radicalement le rapport de forces » : Smic à 1 700 € net, interdiction des licenciements, suppression du secret bancaire et commercial, contrôle ouvrier sur les comptes des entreprises... Le parti rejette en revanche le slogan « Donn' kréol travay », estimant qu'il revient à « monter les travailleurs les uns contre les autres et à faire des étrangers des boucs émissaires ».

Jean-Yves Payet, qui se présente pour la troisième fois dans la 5° circonscription, a réuni 1,2 % des voix en 2007. Pourquoi voter pour un candidat qui pèse peu et se refuse à donner une consigne de vote au second tour ? « Les élections sont une occasion de présenter notre programme, mais c'est par les luttes que nous imposerons nos idées », répond-il. « Les petits ruisseaux peuvent se transformer en grands torrents si la colère l'emporte sur la résignation ».

E.M.



Jean-Yves Payet (au centre) : « Critiquer la gauche de gouvernement, ce n'est pas faire le jeu de la droite, c'est armer les travailleurs face aux désillusions à venir ». (Photo E.M.)